

# Saisonniers venus d'ailleurs

**Dans les exploitations agricoles de la région, les travailleurs étrangers constituent une part importante de la main-d'œuvre, surtout à la haute saison.**

« Quand les tomates poussent, on ne peut pas attendre, il faut des hommes et des femmes pour les ramasser », explique Anthony Lafage, coassocié avec son épouse Anaïs des Serres du Frety, basées à Pont-Saint-Martin en Loire-Atlantique. Sur l'exploitation, il embauche à l'année un peu moins de cinquante ETP (Équivalent Temps plein) et jusqu'à quatre-vingts pendant la haute saison estivale : « Sur l'ensemble des personnes qui travaillent chez nous, on compte quinze nationalités différentes et cinq religions ! » poursuit Anthony.

Le travail se déroule soit sous serre, à la récolte des tomates cerises, soit dans l'atelier de conditionnement. C'est devant le tapis de tri sur lequel s'alignent des tomates de toutes les couleurs que nous croisons Marina et sa fille, Anna, arrivées d'Ukraine en mai 2022. La famille, logée dans la commune de Pont-Saint-Martin, est venue frapper à la porte d'Anthony pour trouver du travail quelques semaines après son arrivée. Sur l'exploitation, les profils des travailleurs migrants sont variés : il y a des travailleurs européens, dits « communautaires » et qui peuvent donc travailler en France avec une simple carte d'identité (des Espagnols, des Portugais) ; des Européens hors Union Européenne (dont quelques Ukrainiens arrivés récemment) ou des Africains installés en France avec un titre de séjour leur accordant le droit de travailler (notamment des Guinéens). Anthony Lafage s'adjoint également les services de FM recrutement, un cabinet spécialisé dans les métiers en tension qui organise la venue de travailleurs marocains autorisés à travailler six mois en France : cinq d'entre eux, agriculteurs de métier dans leur pays, travaillent ainsi actuellement aux Serres du Frety, à l'image de Mohamed, originaire d'Errachidia, qui a la charge de travailler la plante, juché sur son chariot élévateur.

« Si je n'embauchais pas ces travailleurs étrangers, je ne pourrais pas faire tourner l'exploitation, et d'une manière générale, on ne pourrait produire ni vin, ni fruits ou légumes, ni muguet ! » poursuit Anthony Lafage. C'est en effet dans toute la région nantaise, dans le vignoble comme dans les exploitations maraîchères, que la main-d'œuvre étrangère est devenue indispensable : « C'est une tendance forte depuis une dizaine d'années, mais cela s'est vraiment accéléré depuis la Covid, explique Émilie Cheminant-Guillard, associée dans le groupe Cheminant, producteur de tomates à Carquefou et responsable de la commission sociale au sein de la Fédération des maraîchers nantais. Aujourd'hui, sur les quelque trois mille saisonniers que nous recrutons chaque année, sur des contrats qui s'étalent généralement entre un et huit mois en fonction du type de production, on compte environ 30 % de Français, 40 % d'Européens communautaires (Roumains, Bulgares, Polonais) et 30 % d'étrangers hors Europe avec un titre de séjour en règle et une autorisation de travailler en France. Pour les emplois en CDI, environ deux mille cinq cents sur le bassin nantais, la proportion s'inverse. »

Le recrutement se déroule généralement soit via la bouche à oreille, soit par le recours à des associations spécialisées, comme Job4mi, une association nantaise qui sert d'intermédiaire entre des exploitants agricoles et des demandeurs d'asile ou des réfugiés : « Pour les employeurs, l'enjeu est de sécuriser la question de la régularité des papiers des personnes qu'ils emploient. Au sein de l'association, on fait un vrai travail d'accompagnement des migrants, on vérifie le dossier administratif, on les rencontre plusieurs fois et on les accompagne sur l'exploitation », explique Titoun Lavenier, bénévole chez Job4mi en charge du secteur agricole. Au total,

← Fatou, d'origine guinéenne, qui vit à Malakoff à Nantes, a enchaîné depuis son arrivée en France les petits boulots dans l'aide à domicile, le nettoyage et le maraîchage. Elle fait la cueillette des tomates cerises aux Serres du Frety, Pont-Saint-Martin (Loire-Atlantique).

© Photos Armandine Penna.



quarante-quatre contrats ont été signés via l'association dans le secteur agricole en 2023 (contre vingt-sept en 2022). Et le mouvement devrait se poursuivre, depuis la signature en mars 2024 d'un arrêté venu simplifier les autorisations de travail délivrées aux étrangers non européens pour certains métiers en tension, dont plusieurs métiers agricoles.

Il faut dire que dans la région, sur certains secteurs, notamment la récolte du muguet, la tension sur le marché de l'emploi est particulièrement forte : « Sur huit jours, il faut recruter jusqu'à cinquante ou soixante personnes, explique Simon Roynette, responsable de La Ferme de Belle Île à La Chapelle-sur-Erdre, dans la couronne nantaise, qui produit une variété de fruits et légumes et dispose d'un hectare de muguet. Il est devenu très difficile de recruter des étudiants, surtout depuis la crise sanitaire. Avant, je recevais une petite centaine de CV ; cette année, je n'en ai reçu qu'une vingtaine. » Durant la dernière quinzaine d'avril, il embauche ainsi surtout des saisonniers étrangers, et parmi eux des ressortissants roumains.

Mais si tout le secteur s'accorde à souligner les besoins en main-d'œuvre étrangère, le sujet reste sensible, et peu nombreux sont les exploitants qui souhaitent l'afficher sur la place publique. « Même si ce que nous faisons est tout à fait légal, mieux vaut vivre caché », reconnaît, fataliste, Anthony Lafage. « D'un côté, on subit de l'agri-bashing et on nous accuse d'exploiter les gens ; de l'autre, certains nous accusent d'embaucher des étrangers à la place de travailleurs français.

Ce type de remarques peut venir de Monsieur et Madame Tout-le-monde... » Depuis quelques mois, il doit aussi faire face à une fronde menée localement par quelques voisins contre son permis de construire visant à l'édification d'une maison située à quelques centaines de mètres de l'exploitation, dans laquelle il comptait loger des saisonniers. Face à la peur évoquée d'un accroissement des va-et-vient de travailleurs saisonniers pouvant être source de nuisances sonores et foyer d'insécurité grandissante,

## « La vraie question reste de savoir comment mieux accueillir les travailleurs migrants dans les zones rurales. »

Anthony Lafage ne décolère pas : « Ici, il y a toujours eu des étrangers accueillis dans les exploitations, des Espagnols, des Portugais, on avait une vraie tradition d'accueil. »

Pourtant, aujourd'hui, la question du logement est un vrai problème auquel sont confrontés les migrants qui travaillent dans les exploitations nantaises : « À Nantes, c'est vraiment devenu difficile de se loger, surtout quand on enchaîne les contrats courts. Par exemple, les cinq travailleurs marocains qui sont chez nous logent dans une résidence d'appartements meublés située dans le vignoble qui leur coûte cher, et il est difficile pour eux de se déplacer. En saison, on commence à 6 h 30 du matin, il n'y a pas de bus ! » poursuit Anthony Lafage. La vie à l'hôtel ou en squat est aussi le lot de nombreux migrants dont s'occupe l'association Job4mi. Or si, légalement, l'employeur n'a pas l'obligation de fournir un logement à ses employés, la question se pose de façon encore plus cruciale pour des travailleurs migrants qui vivent sur place avec leur famille.

Ceci est particulièrement le cas pour les ressortissants roumains, dont beaucoup vivent à Nantes dans des conditions particulièrement dégradées, notamment sur le bidonville de la Prairie de Mauves qui, au fil des années, est devenu le plus grand terrain de France, accueillant quelque sept cent cinquante personnes. Certains continuent de faire des allers-retours au pays, d'autres vivent depuis des années déjà sur Nantes. La majorité sont des Roms, issus des campagnes paupérisées de Roumanie, et sont d'anciens agriculteurs ayant subi de plein fouet la mécanisation forcée prônée par la PAC (politique agricole commune) dans les années 2010 : « Parmi les personnes qui travaillent sur le bidonville, environ un tiers le font dans l'agriculture (maraîchage ou viticulture) ou l'agroalimentaire (abattoirs), assure Alexandre Le Clève, directeur de l'association Trajectoires, en charge du diagnostic social actuellement mené sur le site en vue de son démantèlement. La vraie question reste de savoir comment mieux accueillir les travailleurs migrants dans les zones rurales. »

La question se pose effectivement à l'échelle métropolitaine : « Il est quand même absurde que des gens qui habitent à Nantes dans des conditions aussi dégradées partent tous les jours travailler à plus de quarante kilomètres », renchérit un élu métropolitain. Mais le sujet est sensible et la Fédération des maraîchers nantais s'attache plutôt à minimiser l'embauche de ressortissants roumains dans les exploitations et assure mener une réflexion globale sur la manière de mieux loger les saisonniers, même si les obstacles financiers et fonciers restent évidemment très importants.

→

Saisonniers travaillant à la récolte des pommes chez un producteur de Loire-Atlantique.

↳

Parmi les ouvriers agricoles qui ramassent les radis et autres légumes de cet exploitant de l'ouest de Nantes, travaillent de nombreuses personnes roumaines, notamment d'origine rom, dont certaines habitent dans les bidonvilles de l'agglomération nantaise.



→  
Marina et sa fille, Anna, arrivées d'Ukraine en mai 2022, travaillent à la mise en caisse des tomates (Serres du Frety).

→ →  
Au conditionnement, le recours à des travailleurs demandeurs d'asile s'avère indispensable pour faire face à la charge de travail pendant la haute saison.



L'autre problématique centrale concerne la maîtrise de la langue française. Si les bénévoles de l'association Job4mi accompagnent localement les travailleurs réfugiés et demandeurs d'asile dans la traduction de leur contrat de travail et des règles qui encadrent le travail, les travailleurs les plus éloignés des réseaux associatifs ou des travailleurs sociaux peuvent rapidement devenir une main-d'œuvre captive et dépendante : « Quand un employeur cherche rapidement des saisonniers, il se tourne vers celui qui dans son équipe maîtrise bien le français et lui dit : "Trouve-moi quinze gars pour la semaine prochaine", alors forcément ça renforce des phénomènes d'emprise sur les terrains », poursuit Alexandre Le Clève.

Sur place, dans les exploitations, les équipes communiquent souvent à l'aide de gestes ou de mots simples : « On traduit des consignes, souvent on s'aide du téléphone... C'est un sujet central chez nous, on prend beaucoup de temps à les intégrer et on parvient à les fidéliser », souligne Émilie Cheminant-Guillard. Un travail est également mené depuis quelques années au sein du pôle prévention des risques professionnels de la MSA (Mutualité sociale agricole) avec la diffusion de ressources sur les bonnes gestuelles traduites en plusieurs langues et sous la forme de petites vidéos simples : « La prévention sur les gestes répétitifs est particulièrement importante dans le maraîchage car le risque de troubles musculo-squelettiques (TMS) est fort », explique Élisabeth Deshayes, conseillère en prévention des risques professionnels à la MSA.

Dans le parcours de beaucoup de migrants, le travail est une ressource intégratrice, non seulement d'un point de vue économique mais aussi d'un point de vue culturel et dans l'apprentissage de la langue. Surtout que les métiers agricoles ne nécessitent quasiment aucune compétence particulière : « Pour beaucoup de migrants que l'on accompagne, le maraîchage est une rampe de lancement. Ils peuvent avoir des profils très différents : certains ont travaillé dans le secteur dans leur pays, pour d'autres c'est une opportunité de gagner de l'argent faute de pouvoir faire valoir en France leur diplôme et leur expérience », complète Titoun Lavenier. Aux Serres du Frety, toutes ces histoires se mêlent : celle de Serhii, réfugié ukrainien, juriste de formation ; de Mohamed, guinéen, que tout le monde dans les rangs appelle par son nom de famille, Sylla, et qui est parfois en charge de la récolte du jour, ou encore de sa compatriote Fatou, qui vit à Malakoff, un quartier populaire de Nantes et qui enchaîne depuis son arrivée en France les petits boulots dans l'aide à domicile, le nettoyage et le maraîchage... Et derrière chacun de ces parcours de vie, il y a une histoire singulière, des renoncements et des espoirs.

